



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

Maître d'Ouvrage :
Centre Hospitalier d'Arras
57 avenue Winston Churchill
CS 90006
62022 ARRAS CEDEX

Réhabilitation du bâtiment Weiss Au Centre Hospitalier d'Arras

Cahier des Charges Techniques Particulières CCTP - Lot 10 Ascenseur

Dossier DCE - AOUT 2023

Architectes

NVW Architectes

45 bis, rue Barthélémy Delespaul
59000 LILLE

Bureau d'Etude Technique Généraliste

ETNAP

10 chemin des Filatiers
62223 SAINTE CATHERINE LES ARRAS

Bureau d'Etude Thermique

OPTERE

10 chemin des Filatiers
62223 SAINTE CATHERINE LES ARRAS



SOMMAIRE

10.0.	GENERALITES.....	3
10.0.1.	OBJET	3
10.0.2.	PLANNING.....	3
10.0.3.	COMPTE PRORATA	3
10.0.4.	PHASE DE PREPARATION.....	3
10.0.5.	CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
10.0.6.	ECHANTILLONS	4
10.0.7.	NORMES ET REGLEMENTS.....	5
10.0.8.	ESSAIS ET RECEPTIONS.....	6
10.0.9.	DEMONSTRATION A L'APTITUDE A LA MAINTENANCE	7
10.0.10.	GARANTIE D'ENTRETIEN.....	7
10.0.11.	LIMITE DE PRESTATIONS.....	7
10.0.12.	ACOUSTIQUE	7
10.0.13.	CARACTERISTIQUES DES APPAREILS.....	8
10.0.14.	CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX	8
10.0.15.	OBLIGATION DE RESULTAT	8
10.0.16.	QUALITE DES MATERIAUX - FOURNITURES & CONFORMITE AUX NORMES NF- CE	8
10.1.	DESCRIPTION DES OUVRAGES	9
10.1.1.	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	9
10.1.2.	CABINE.....	9
10.1.3.	FACADES PALIERES	10
10.1.4.	EQUIPEMENTS DIVERS	10
10.1.5.	MAINTENANCE.....	10

10.0. GENERALITES

10.0.1. OBJET

Le présent document a pour objet de définir les travaux de toute nature pour la mise en œuvre d'un ascenseur dans le cadre de la rénovation du bâtiment WEISS au Centre Hospitalier d'ARRAS, 57 avenue Winston Churchill.

Ce lot comprend uniquement une solution de base.

Les travaux seront réalisés en une seule phase.

Le chantier devra respecter le tri des déchets et la propreté du site.

L'entreprise titulaire du lot 01 : GROS ŒUVRE – DEMOLITION – ETANCHEITE aura à sa charge la gestion du compte prorata sur base d'une convention qu'elle aura à rédiger et à faire agréer par l'ensemble des entreprises titulaires d'un marché travaux.

Un comité de gestion prorata sera mis en place lors de la phase de préparation avec un représentant d'un lot technique et un représentant du lot de second œuvre. La présidence du comité de gestion sera assurée par l'entreprise de gros œuvre.

10.0.2. PLANNING

L'opération est prévue en une seule phase. L'entreprise devra, par conséquent, prendre les moyens et mesures nécessaires pour réaliser les ouvrages qu'ils lui incombent selon le planning d'exécution qui sera arrêté lors de la phase de préparation.

Le déroulement des travaux devra impérativement respecter le phasage d'exécution, qui sera arrêté conjointement avec les entreprises durant la phase de préparation.

Dès notification de son marché, l'entreprise établira un planning d'intervention en précisant les différentes tâches et les temps impartis. Les travaux seront réalisés dans un site inoccupé.

10.0.3. COMPTE PRORATA

L'entreprise doit sa quote part au compte prorata pour les dépenses au chantier. Pour cela, elle se basera sur l'article des prescriptions communes, définissant les règles de répartition et dépenses à la charge du compte prorata.

10.0.4. PHASE DE PREPARATION

Durant la phase de préparation d'une durée de deux mois, avant le démarrage des travaux, huit réunions de travail seront organisées par la Maîtrise d'Œuvre. L'entreprise sera tenue d'y assister et de fournir l'ensemble des documents qu'ils lui seront réclamés (dossier EXE, planning détaillé par tâches, réservations, etc.).

10.0.5. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Limites de prestations

- Réalisation des plans EXE et dossiers DOE.
- Participation aux réunions préparatoires et présence aux convocations faites pour les réunions de chantier.
- Réception des supports.
- Travaux préparatoires, exécution des supports dans les limites fixées par le CCTP.
- Travaux de mise en œuvre de l'ascenseur.
- Nettoyage des ouvrages exécutés.
- Protection des ouvrages exécutés.
- Enlèvement hors chantier de tous déchets et emballages.
- Participation aux dépenses prévues au compte prorata.

Dans le cadre des limites indiquées et d'une manière générale, l'entrepreneur devra toutes études, calculs, dessins d'exécution et de détails, fournitures, prestations et travaux nécessaires à la livraison d'un ensemble complet des ouvrages prévus au marché, ainsi que les vérifications et essais demandés par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

La mise en œuvre de tous les matériaux entrant dans la composition de ces ouvrages.

Consistance des travaux

Les travaux du présent lot définis par le présent devis descriptif comprennent tous les ouvrages nécessaires au complet achèvement et parfait fonctionnement de l'ascenseur :

L'entrepreneur devra donc prévoir tous les appareillages nécessaires à cette réalisation et ne pourra invoquer ultérieurement, oubli, erreur ou contradiction du CCTP.

L'entrepreneur devra fournir :

- pendant la préparation du chantier, les plans de réservation permettant d'exécuter la maçonnerie,
- tout gabarit ou toute pièce permettant la réalisation des réservations ou la mise en œuvre de ses scellements.

Il devra préciser, au Maître d'Œuvre et à l'entreprise titulaire du lot GROS ŒUVRE, les charges sur la structure, le mode et la qualité des fixations.

10.0.6. ECHANTILLONS

L'entrepreneur sera tenu de donner :

- toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux,
- tous les échantillons des finitions prévues en cabine.

La peinture antirouille de toute l'installation est due par l'entrepreneur.

10.0.7. NORMES ET REGLEMENTS

Tous les matériels et installations devront satisfaire aux exigences des textes administratifs, législatifs ou techniques qui leur seront applicables à la date de la signature du marché.

Une attention particulière sera apportée aux normes, textes de lois et documents suivants :

- NF EN 81-20 et NF EN 81-50
- NF EN 81-70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap
- NF EN 81-71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalismes
- NF EN 81-28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge
- NF EN 81-58 : Essais et résistance au feu des portes palières
- NF EN 81-80 : Règles pour l'amélioration de la sécurité des ascenseurs et ascenseurs de charges
- NF EN 81.1+ A3 : règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques
- NF EN 12385 : Câbles en acier
- NFP 82.207 : dispositif d'appel prioritaire pompiers
- NF EN 12015 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Emission).
- NF EN 12016 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Immunité).
- Directive 2014/33/UE
- Décret n° 2016-550 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs
- DTU 70-1 (Installations électriques des bâtiments à usage d'habitation) et norme NF P 80-201.
- DTU 75.1 : Principes d'établissement du programme d'ascenseurs dans les bâtiments à usage d'habitation
- Loi SAE du 02 Juillet 2003 N°590-2003
- Décret n° 2004-964 du 09 septembre 2004
- Aux arrêtés du 18 Novembre 2004 modifiés relatifs :
 - Aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs
 - A l'entretien des installations d'ascenseurs
- Décret n° 2008-291 du 28 Mars 2008
- Arrêté du 07 Août 2012 modifié relatif aux contrôles techniques à réaliser sur les installations d'ascenseurs
- Décret n° 2013-664 du 23 Juillet 2013 relatif aux travaux de sécurité sur les ascenseurs
- Décret n° 2014-1230 du 21 Octobre 2014 relatif aux travaux de sécurité sur les ascenseurs
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements)
- Arrêté du 24 Décembre 2015 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lors de leur construction ou lorsqu'ils font l'objet de travaux et abrogeant l'arrêté du 1^{er} Aout 2006

- Décret n° 2008-1325 du 15 Décembre 2008 : relatif à la sécurité des ascenseurs, monte charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des intervenants
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Arrêté du 30 Décembre 2011 : portant règlement de sécurité des immeubles de grande hauteur
- Loi 78-12 du 04.01.1978 relative à l'assurance et à la responsabilité dans le domaine de la construction (art.1792 et 2270 du code civil).
- Le présent Cahier des Clauses Techniques (Générales et Particulières).
- Le code de la construction et de l'habitation.
- Le code du travail

Le candidat retenu devra tenir compte également des règles de l'art propres à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Cette liste n'est pas limitative. Si en cours des travaux, de nouveaux textes entraient en vigueur, il pourrait éventuellement être établi un avenant correspondant aux modifications à réaliser, de façon que l'installation soit conforme aux règlements lors de la livraison du chantier.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du CCTP peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que le titulaire ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, le titulaire y serait soumis

10.0.8. ESSAIS ET RECEPTIONS

Les essais de consommation et les essais mécaniques de toute nature sont à la charge du présent lot.

La Maîtrise d'Œuvre assurera la réception au niveau des finitions et des équipements d'utilisation.

L'entrepreneur devra faire réceptionner techniquement son installation par un organisme agréé. Il devra fournir le jour de la réception, le procès-verbal de conformité aux normes et règlement (article 8 de la Directive 95/16 CE).

Il est rappelé, en outre, que l'entreprise devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations conformément aux dispositions figurant dans les documents AQC (AS).

10.0.9. DEMONSTRATION A L'APTITUDE A LA MAINTENANCE

Chaque équipement devra être installé en respectant les prescriptions de pose et d'installation du constructeur de manière à faciliter la maintenance de celui-ci (accès, démontage, etc.). L'entrepreneur de chaque lot devra réaliser une démonstration de la faisabilité des opérations de maintenance, de démontage et de manutention en présence du Maître d'Œuvre (via le visa du plan d'exécution, en phase préparation) et la Maîtrise d'ouvrage et cela pour chaque équipement. Un rapport écrit des opérations de maintenance (sous forme de tableau, avec la liste des équipements concernés, la fréquence des opérations de maintenance et d'entretien) sera à communiquer en fin de chantier par chaque entreprise. A l'issue de la démonstration d'aptitude à la maintenance, si celle-ci n'est pas satisfaisante par rapport à l'objectif demandé, le présent lot devra prendre en charge toutes les modifications nécessaires pour atteindre cet objectif.

Si une problématique est avérée pour les opérations de démontage ou d'accessibilité, les modifications seront à la charge du lot attributaire sous couvert de la Maîtrise d'Œuvre de l'opération.

Un état récapitulatif écrit et les plans modifiés seront à la charge du prestataire et en respectant les délais convenus par l'ensemble des intervenants.

Un plan et la notice d'installation du fabricant pourront être remis en phase préparation démontrant la faisabilité de l'aptitude à la maintenance mais aussi les cotes minimales de l'espace préconisé pour la mise en place du matériel.

10.0.10. GARANTIE D'ENTRETIEN

L'entrepreneur devra prévoir dans son prix, une garantie totale pièces et main d'œuvre de tout le matériel installé pendant un an à dater de la réception.

10.0.11. LIMITE DE PRESTATIONS

L'entreprise de GROS OEUVRE doit l'adaptation de la gaine existante et les réservations suivant les indications du présent lot.

L'entreprise d'électricité amène les deux alimentations électriques (éclairage et force) et les lignes de report d'alarme de téléphonie au droit de l'armoire de l'ascenseur.

Le présent lot doit le branchement de ses moteurs sur le tableau et le raccordement de l'alarme sur les bornes en attente au tableau, ainsi que les bouchements et calfeutrements de l'ensemble de ses installations.

L'entreprise doit une protection provisoire de la cabine pendant le chantier avant réception.

10.0.12. ACOUSTIQUE

Le matériel posé par le titulaire du présent lot devra permettre de respecter en tout point les exigences de la note acoustique.

L'ensemble des équipements sera monté sur dispositifs antivibratiles à la charge du présent lot.

Les guides seront fixés en dehors des rives de planchers et au moyen de systèmes antivibratiles.

L'entrepreneur fournira avec sa remise de prix un engagement écrit précisant que les équipements mis en œuvre respectent un $L_n AT \leq 30$ dB (A) dans toutes les pièces.

10.0.13. CARACTERISTIQUES DES APPAREILS

L'indication de marquage "CE" de conformité devra être apposée dans chaque cabine et sur chacun des composants de sécurité.

Une copie de la déclaration "CE" de conformité établie par le titulaire du présent lot sera transmise au Bureau de Contrôle.

L'installateur des ascenseurs assure la responsabilité de la conception, de la fabrication, de l'installation des ascenseurs.

Dans le cas contraire, il sera nécessaire de procéder à des vérifications in situ complètes en fin de chantier. Ces vérifications seront à la charge de l'entreprise titulaire du présent lot.

10.0.14. CARACTERE FORFAITAIRE DU PRIX

Le marché traité à **PRIX GLOBAL et FORFAITAIRE** implique de la part de l'entrepreneur :

- la fourniture et mise en œuvre des matériaux de son lot,
- tous les travaux et suppléments indispensables au complet achèvement de ses ouvrages.

Il ne sera attribué aucun supplément au marché quelles que soient les quantités d'ouvrages prévues dans son offre et dans son marché.

A ce sujet, il est précisé que la décomposition du prix forfaitaire demandée à l'entrepreneur à la remise des offres n'est PAS CONTRACTUELLE.

Le prix GLOBAL et FORFAITAIRE est invariable et ne saurait être remis en cause, l'entrepreneur s'engage à une OBLIGATION DE RESULTAT dans le cadre du PRIX GLOBAL et FORFAITAIRE.

Les prix unitaires seront pris en référence pour les éventuelles modifications en cours de chantier.

10.0.15. OBLIGATION DE RESULTAT

L'OBLIGATION DE RESULTAT se définit par l'engagement contractuel de respecter les exigences fonctionnelles et techniques du programme ou de caractère réglementaire, considérées sur le plan général des bâtiments livrés ou sur le plan particulier d'un ouvrage.

Chaque entrepreneur est engagé par l'OBLIGATION DE RESULTAT pour l'ensemble des travaux de son marché et ceci dans le cadre du PRIX FORFAITAIRE ET GLOBAL.

Il est tenu de vérifier que les travaux prévus permettent d'atteindre les objectifs, s'il y a lieu, d'apporter toutes les améliorations, compléments ou adaptations nécessaires dès lors que certaines prévisions des plans ou du CCTP seraient contraires ou insuffisantes.

10.0.16. QUALITE DES MATERIAUX - FOURNITURES & CONFORMITE AUX NORMES NF- CE

Les références de matériaux, de matériels, de fournitures ou d'ouvrages cités dans le CCTP constituent pour l'entrepreneur :

- la qualité minimum imposée par le MAITRE D'OEUVRE.

L'entreprise devra obligatoirement s'y conformer et devra, avant toute mise en œuvre :

- s'assurer que les matériaux prescrits sont toujours titulaires de leurs labels NF.et CE,
- informer par écrit le MAITRE D'OEUVRE de leur non conformité éventuelle.

10.1. DESCRIPTION DES OUVRAGES

Tous les travaux seront réalisés suivant les normes et règlements en vigueur : DTU, sécurité incendie, accessibilité.

Il est prévu l'installation d'un ascenseur de 630 kg desservant trois niveaux du bâtiment dans la gaine existante conforme aux normes EN 81-20 et 81.50 applicables en AVRIL 2021.

10.1.1. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Ascenseur installé dans une gaine existante, conformes aux normes acoustiques en vigueur.

- Type de machinerie : électrique sans local machinerie, classe 1.
- Charge nominale : 630 kg, accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant
- Vitesse de levage : 1 m/s à contrôle continu de vitesse, régulateur de vitesse par variateur de fréquence, 60 démarrages/heure, précision d'arrêt ± 2 mm
- Course : Environ 15 m
- Nombre d'accès : 5 (1 face de service)
- Profondeur cuvette : - 1,40 m
- Hauteur sous dalle : 3,60 m depuis le dernier niveau haute

10.1.2. CABINE

- Dimensions : 1,10 m x 1,40 m x hauteur 2,20 m.
- Portes automatiques coulissantes à ouverture latérale.
- Passage 0,90 m x 2,10 m finition en acier inoxydable.
- Parois revêtues d'un habillage en acier inoxydable, finition au choix de l'Architecte, dans la gamme du fabricant.
- Sol revêtu d'un carrelage au choix de l'Architecte.
- Miroir en fond toute hauteur.
- Boîte à boutons encastrée en acier inoxydable brossé. Signalisation habituelle (alarme, arrêt, niveau atteint et sens de progression, avec rappel en façade). Accessibilité handicapés en fauteuil roulant. Les touches posséderont une écriture en braille.
- Signalisation sonore des niveaux.
- Eclairage indirect intégré avec plafond cintré.
- Eclairage de sécurité.
- Signalétique sur l'interdiction de fumer.
- Main courante en acier inoxydable, profil cylindrique sur trois parois.
- Communication bi-directionnelle entre la cabine et le service d'intervention par téléservice (protocole ouvert).

NOTA : Il sera prévu une protection de chantier de la cabine (sol et paroi).

10.1.3. FACADES PALIERES

Portes automatiques coulissantes de résistance au feu E30 :

- Finition en tôle d'acier inoxydable structurée, motif au choix de l'Architecte.
- Incorporation des boutons d'appel paliers d'étages avec contact à clef pour la porte du sous-sol.
- Il sera prévu un témoin de quittance d'appel.
- Le présent lot devra le calfeutrement et toutes finitions nécessaires en habillage de tableau et linteau ainsi que les seuils nécessaires.

En position de repos, la lumière intérieure s'éteindra automatiquement. En position de repos au rez-de-chaussée, les portes ne doivent pas s'ouvrir.

La manœuvre sera du type collectif, descente en étage et montée au rez-de-chaussée.

Les commandes seront positionnées à plus de 40 cm d'un obstacle ou angle rentrant.

10.1.4. EQUIPEMENTS DIVERS

L'entreprise doit :

- la fourniture et la pose d'un kit GSM permettant le fonctionnement de l'ascenseur sans ligne analogique,
- l'équipement complet et les bouchements après pose des équipements,
- l'éclairage de la gaine sur le toit de la cabine et en cuvette,
- le déclenchement de l'alarme depuis le toit de la cabine et en cuvette,
- la fourniture au lot GROS ŒUVRE des crochets de levage en partie haute de la gaine,
- la fourniture et la pose des échelons d'accès à la fosse,
- la fourniture, la pose et le branchement de l'armoire de commande incorporée à la façade palière du dernier niveau.

Dispositifs antivibratoires pour l'ensemble des équipements, treuils, moteurs, poulies (y compris poulies de renvoi ou de déflexion), et pour l'armoire électrique.

10.1.5. MAINTENANCE

Le présent lot devra la maintenance complète, les visites obligatoires réglementaires et l'entretien de l'appareil la première année d'utilisation.

Un contrat d'entretien pourrait être établi par l'exploitant. L'entrepreneur fournira, avec sa remise de prix, une proposition de contrat de maintenance et de dépannage de 2 ans à l'attention du Centre Hospitalier d'ARRAS.